

Mardi 12 novembre 2013
Communiqué de presse

David Assouline, porte-parole du Parti socialiste

Les responsables politiques de la droite (UMP et UDI) jouent avec le feu

En se faisant les porte-voix du procès en illégitimité du président de la République, M. Morin et M. Jacob confirment la stratégie de déstabilisation des institutions républicaines orchestrée par la droite et l'extrême droite depuis le début du quinquennat.

Ce procès en illégitimité n'est malheureusement pas nouveau et constitue un leitmotiv de la droite qui ne s'est pas privée de le débiter dès le lendemain de l'élection présidentielle. Ce sont les mêmes critiques qui avaient déjà été portées contre François Mitterrand puis contre Lionel Jospin, accusé d'être « arrivé au pouvoir par effraction ». Pour eux, la gauche n'est jamais légitime à exercer le pouvoir.

Ne leur en déplaise, François Hollande est bien le président de la République démocratiquement élu pour cinq ans, et donc légitime. Et cette légitimité ne peut en aucun cas être contestée ni par des sondages ni par l'action, aussi virulente soit-elle, de quelques extrémistes.

Si M. Morin et M. Jacob ne font donc preuve d'aucune originalité, ils font preuve d'une grande irresponsabilité, dans le contexte actuel de crise économique, sociale, mais aussi de remise en question fondamentale des valeurs de la République.

D'autant qu'ils tentent d'utiliser avec d'autres l'action indécente des extrémistes pendant la cérémonie de commémoration de l'Armistice, de discréditer le gouvernement, Valérie Boyer (députée UMP), allant même jusqu'à justifier aujourd'hui dans l'hémicycle, les sifflets et insultes proférés par quelques extrémistes.

En agissant ainsi, la droite commet une grave faute morale et politique. Par leurs déclarations sur l'illégitimité d'un chef de l'Etat démocratiquement élu ou sur celle des élus de la République, M. Morin, M. Jacob et Mme Boyer affaiblissent la démocratie et les institutions républicaines et font le jeu de ses ennemis, et notamment de l'extrême droite.

Le Parti socialiste appelle l'ensemble des partis républicains à se montrer davantage responsables en respectant le vote exprimé par la majorité des Français le 6 mai 2012 et, surtout, nos institutions démocratiques et républicaines, dans une période où certains essaient par tous les moyens de les déstabiliser.